

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Aux origines de la dette publique

L'Irlande un cas d'école

- Economie -

Date de mise en ligne : samedi 18 décembre 2010

Démocratie & Socialisme

La dette publique est devenue l'arme de dissuasion massive pour imposer aux peuples européens des politiques néolibérales de compression des salaires, des retraites, des prestations sociales, de baisse de l'emploi public, de privatisation des services publics et de hausse de l'impôt le plus injuste, la TVA...

Les gouvernements, les dirigeants européens, le FMI assèment, à longueur de temps, que si les déficits publics et la dette publique (cumul des déficits annuels) augmentent, c'est à cause des dépenses publiques et sociales qui augmentent trop vite. On ne peut pas dépenser plus que ce que l'on gagne répètent-ils à l'envi. Tout cela est pourtant totalement faux. L'Irlande est, en ce domaine, un cas d'école.

- ▶ En 2006, les finances publiques irlandaises étaient excédentaires de 2,9 % du PIB.
- ▶ En 2007, le déficit public était égal à zéro.
- ▶ En 2008, le déficit s'élevait à 7,3 % du PIB, en 2009 à 14,4 % et comme la crise bancaire s'est accélérée en Irlande, le déficit atteint 32 % du PIB en 2010.

Il faut additionner le montant de ces trois déficits pour savoir ce que la crise bancaire a coûté à l'Irlande. La facture totale s'élève donc (à ce jour) à près de 55 % d'un PIB de 164 milliards d'euros, soit 90 milliards d'euros.

A quoi ont été destinés ces 90 milliards d'euros ? Certainement pas à augmenter les dépenses sociales comme l'affirment les néolibéraux au mépris de toute réalité.

Ces 90 milliards d'euros ont été, en presque totalité, utilisés pour sauver les banques irlandaises de la faillite. Des banques qui avaient spéculé de façon éhontée et gonflé une bulle immobilière gigantesque ayant fini par leur éclater au nez.

En trois ans, en effet, l'État irlandais a dépensé 77 milliards d'euros pour remettre à flot les banques : 46 milliards pour leurs fonds propres et 31 milliards pour le rachat de leurs actifs « risqués ». Personne ne sait encore, d'ailleurs, quel sera le coût final du sauvetage car personne ne sait encore le montant des actifs pourris encore détenus par ces banques.

Mais, d'ores et déjà, 35 milliards du « plan d'aide » de l'Union européenne et du FMI sont destinés à combler le gouffre sans fond des pertes bancaires irlandaises. Ce qui fait un plan de sauvetage à 115 milliards d'euros, l'équivalent de 1 400 milliards d'euros pour notre pays !

Le cas d'école Irlandais permet de faire une triple démonstration :

1- La dette publique n'a strictement rien à voir avec l'augmentation des dépenses sociales, l'augmentation des salaires des fonctionnaires ou de l'emploi public

Cette dette a eu pour unique fonction de sauver les banques irlandaises. Pas uniquement, d'ailleurs, les banques irlandaises mais aussi les banques britanniques qui détiennent 109 milliards d'euros de créances publiques et privées irlandaises, suivies de près par les banques allemandes et françaises. Les banques belges, quant à elles, ont une exposition de 22 milliards, d'euros, l'équivalent de 6 % du PIB belge.

2- Le « plan d'aide » à l'Irlande de l'Union européenne et du FMI est en réalité un plan de sauvetage des banques irlandaises

Le gouvernement irlandais a même trouvé le moyen de participer au financement du plan de l'UE à hauteur de 17,5 milliards d'euros. L'Irlande se prête à elle-même ! Un prétexte, à l'évidence, pour pouvoir puiser dans les fonds de retraites des salariés irlandais. Directement des poches des futurs retraités dans celles, percées, des banques.

3- C'est au peuple irlandais que son gouvernement actuel, les dirigeants de l'Union européenne et le FMI veulent imposer de payer le coût du sauvetage des banques et le prix de leurs spéculations

Le peuple irlandais ne porte aucune responsabilité dans ce naufrage. Pourtant, le plan d'austérité qui lui est imposé par l'UE et le FMI est terrible et ses conséquences humaines sont incalculables.

15 milliards d'économie en 4 ans (l'équivalent de 180 milliards d'euros pour notre pays) dont 6 % dès 2001 (72 milliards en France). Suppression de 25 000 postes de fonctionnaires (350 000 en France).

Baisse importante du budget santé. Gel du montant des retraites. Diminution des allocations familiales et des allocations chômage. Baisse de 11 % du salaire minimum horaire (une baisse de 115 euros du Smic mensuel net en France).

La TVA augmentera de deux points de 21 à 23 % entre 2011 et 2014. Une taxe immobilière frappera les ménages jusque là non imposables. Le taux de l'impôt sur les sociétés ne bougera pas pour autant. Il restera l'un des plus bas de l'Union européenne : formellement 12,5 % mais en réalité, 3 à 4 % avec toutes les niches fiscales que le fisc irlandais offre aux entreprises.

Une quatrième démonstration sera sans doute rapidement faite : Ce plan d'austérité plongera l'Irlande dans une récession encore plus profonde que celle qu'elle subit depuis 16 trimestres consécutifs

La baisse des salaires, des prestations sociales, la hausse de la TVA ou l'instauration de la taxe foncière frappant les moins aisés diminuera fortement la demande pour les produits et les services des entreprises irlandaises. Certaines feront faillite et licencieront leur personnel. Le chômage qui était de 0 % en 2008 et de 14 % début 2010 ne pourra que s'aggraver. L'Irlande s'enfoncera alors encore plus dans la récession.

L'activité économique diminuant, les recettes fiscales diminueront elles-aussi.

Le poids des intérêts de la dette augmentera, les « marchés » financiers augmentant les taux auxquels ils accepteront d'acheter les titres de la dette irlandaise, effrayés par la récession et le risque consécutif de non-remboursement de leurs créances. Le montant des intérêts des prêts de l'UE et du FMI représentera à lui seul 5 milliards d'euros (60 milliards en France) par an mais il faudra, en plus, rembourser le capital prêté.

Au total, l'Irlande redeviendra (cela a déjà commencé) une terre d'émigration. La pauvreté et les inégalités s'incrusteront. Malgré cela, les créanciers de l'Irlande risquent de perdre toute possibilité de se voir jamais remboursés. Mais l'irrationalité des « marchés financiers » n'est plus à démontrer : « après moi le déluge ! » estime chaque créancier.

Jean-Jacques Chavigné